



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...* • (Page 07)

**Bourse**

**Wall Street termine le 1er trimestre sur une note positive**  
*La Bourse de New York a terminé vendredi dans le vert, clôturant sur une note positive un premier trimestre 2023 agité. Le Nasdaq, à forte coloration ...* • (Page 08)

**Venezuela**

**Quarante-deux personnes arrêtées dans une opération anti-corruption**  
*Des fonctionnaires, responsables d'entreprises et hommes d'...* • (Page 08)



**Finance verte en Afrique**

# Enjeux et propositions pour mobiliser les financements

• (Pages 03 & 05)



• Lauras Anagonou, Banquier d'Affaires à Wall Street (Etats-Unis)

**Recherche / développement social et économique inclusif**

• (Page 04)

# Partenariat entre les universités de Lomé et Clark Atlanta

**Opportunités d'affaires**

**Des opérateurs économiques de la Guadeloupe s'intéressent au Togo**  
*A l'initiative du Ministère de la Promotion de l'Investissement du Togo, un webinar ...* • (Page 02)

**Formulation du programme MCC du Togo**

**Echanges fructueux entre Akaya et Albright à Washington**  
*Une délégation togolaise, conduite par le secrétaire général au ministère des Finances et coordonnateur national du compact du Togo ...* • (Pages 04)

**Banque**

**Ecobank propose un dividende en baisse pour son exercice 2022**

*Le groupe semble afficher une certaine prudence malgré un résultat net positif, en hausse de 3% et un produit net bancaire ...* • (Page 06)

**Commune d'Agoè-Nyivé 1**

**Deux projets ambitieux présentés aux investisseurs**  
*Vendredi 31 mars 2023, les premiers responsables de la commune d'Agoè-Nyivé 1 ont ...* • (Page 11)

**PME / PMI BOOSTER VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES ET DEVENEZ PLUS COMPÉTITIF**

avec CAI en obtenant les certifications ISO à **MOINDRE COÛT**

**ISO 9001; 14001; 45001; 37001; 27000; 26000; 22000; HACCP**

+228 22 55 78 78 - +228 93 27 78 76

www.careeracademyinstitute.com



## Opportunités d'affaires

## Des opérateurs économiques de la Guadeloupe s'intéressent au Togo

A l'initiative du Ministère de la Promotion de l'Investissement du Togo, un webinaire « INVESTIR AU TOGO » s'est tenu le vendredi 31 mars 2023. Objectif, présenter les opportunités d'investissements au Togo aux opérateurs économiques de la Guadeloupe.

• Joël YANCLO

La mission du ministère de la promotion de l'investissement est de pérenniser l'ambition du Togo de devenir une destination attractive et de mobiliser davantage d'investissements nationaux et étrangers dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement et augmenter les flux d'investissement directs étrangers (IDE). En effet le Togo regorge des opportunités d'investissements dans les secteurs de l'eau, de l'agriculture, des industries extractives, dans la santé, la construction, des services, de la logistique, des télécommunications, etc. Les investissements attendus du secteur privé dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale, sont estimés à plus de 2 milliards de dollars US. « Chers partenaires des îles de la Guadeloupe, il s'agit des occasions d'affaires à saisir en partenariat avec notre secteur privé national. Notre souhait est que ce webinaire soit le



début d'une série d'actions communes... », a déclaré le directeur de l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF), Yawo Sikpa dans son mot d'ouverture du webinaire tout en relevant que les futurs investissements des Guadeloupéens contribueront à améliorer les échanges commerciaux entre la France et le Togo. Depuis des décennies le Togo et la France ainsi que ses différents territoires d'outres mer dont la Guadeloupe œuvrent dans une volonté commune au renforcement des relations économiques entre les deux pays. Conseiller au ministère de la Promotion de l'Investissement,

Rodrigue Akue-Atsa a présenté les avantages du Togo en tant que pays partenaire d'investissement, tels que son taux de croissance du PIB de 5,31 %, sa position géographique stratégique en Afrique de l'Ouest, son accès à la mer, etc. Les opérateurs économiques membres de la Chambre de commerce et d'industrie des Îles de Guadeloupe, ont pris connaissance des projets prioritaires inscrits dans la Feuille de route gouvernementale, ainsi que des atouts naturels du Togo notamment le port de Lomé, ont annoncé de futurs partenariats avec les opérateurs économiques du Togo. En perspectives, des investissements dans les domaines agricole, industriel et des services. A en croire Philippe Roquelaure, du MEDEF (Mouvement des entreprises de France) de Guadeloupe, l'engouement des entreprises de la Guadeloupe se justifie par la stabilité du pays tu Togo, sa croissance économique en continu et son climat des affaires propice au développement des activités économiques.

**WEBINAIRE "INVESTIR AU TOGO"**  
VENDREDI 31 MARS À 11H 2023

Découvrez les opportunités d'affaires qu'offre le marché du TOGO!

0590 93 76 47  
international@guadeloupe.cci.fr

## Image du jour



Le bilan diagnostic de l'élaboration du plan de développement communal d'Avé 2 a connu sa validation le 31 mars 2023.

## AUX DECIDEURS...

## Autonomie des banques centrales africaines : Rien que du bruit !

L'autonomie des banques centrales notamment celle des banques émettant le CFA était défendu par certains économistes. Leur défense continue d'ailleurs. Et on était tous emballé. C'est devenu une lutte contre le colonialisme.

Est-ce que vraiment nos banques centrales peuvent avoir leur autonomie. J'en doute. La récente faillite d'une banque américaine nous fait comprendre que nos banques centrales sont loin de l'autonomie. L'intervention de la FED, Banque centrale des Etats-Unis, a mis fin à la crise. Ce que nos banques centrales ne peuvent pas faire.

Les pays africains n'ont pas assez d'argent, pourquoi n'impriment-ils pas tout simplement les billets dont ils ont besoin ?

Actuellement le marché régional des titres publics est sous tension depuis le mois de février. Faute de liquidité, les investisseurs sont moins disposés à prêter aux Etats et proposent des taux jugés exorbitants.

La hausse du taux directeur couplé au retrait brutal et massif de la liquidité disponible au refinancement a asphyxié les banques et a entraîné une panique sur les marchés des titres publics et interbancaire. Ainsi, depuis le 1er mars 2023, et ce jusqu'au 27 mars, le montant levé s'évalue à 159 milliards FCFA contre 476 milliards FCFA en mars 2022, soit une chute de 66,60%.

La Côte d'Ivoire, le 17 mars, a retenu 80 milliards FCFA dont 78 milliards FCFA provenant des investisseurs ivoiriens. Sur la semaine du 20 mars, l'Etat ivoirien a reçu 8,24 milliards FCFA dont 8,2 milliards FCFA venant des investisseurs ivoiriens mais aucun montant n'a été retenu et cela pour un montant sollicité de 85 milliards FCFA. Le Mali et le Bénin ont par la suite reporté leurs émissions.

Normalement l'Etat peut produire des billets à travers la banque centrale pour freiner un ralentissement ou pour pouvoir relancer l'économie.

Ce qui leur permet d'effacer leur dette. C'est ce que font les Etats-Unis et l'Europe depuis la crise économique de 2008. S'ils le font c'est parce qu'ils ont une économie suffisamment robuste.

On peut créer les billets sans avoir la richesse réelle nécessaire. Les américains ont leur propre monnaie qui est utilisé partout dans le monde ainsi il est facile à eux d'effacer leur dette.

Pourquoi les africains ne créent pas de monnaie. Tout simplement, On ne peut pas. Nous ne pouvons pas fabriquer des billets et l'injecter dans l'économie parce que nous faisons trop d'importation et plus encore dans une monnaie étrangère souvent le dollar. Ce qui fragilise nos économies.

Injecter aussi de la liquidité dans nos économies cela ne va pas augmenter la production. Il aura afflux de consommation ce qui va causer l'inflation.

Il est temps de quitter le débat du Franc CFA pour pouvoir repenser notre développement pour pouvoir créer des monnaies fortes. Cela va prendre du temps. C'est une impérative de quitter cette domination.

La première étape c'est l'utilisation de nombreuses terres arables pour produire davantage ce que nous consommons. Car nous importons pratiquement tout ce que nous consommons.

Le manque de vision des dirigeants est un handicap.

Midas Tigossou

## Le Togo en chiffres

| Informations générales  | Togo                   | Afrique Subsaharienne | Source                |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Superficie  | 56 790 km <sup>2</sup> | 21,7 km <sup>2</sup>  | Banque mondiale, 2018 |
| Population  | 8,3 millions           | 1 094 millions        | ONU, 2020             |
| Part de la population urbaine                                       | 42,8 %                 | 41,4 %                | ONU, 2020             |
| Croissance démographique  | 2,4 %                  | 2,6 %                 | ONU, 2020             |
| Taux de fertilité   | 4,4 enfants par femme  | 4,7 enfants par femme | ONU, 2015-2020        |
| Espérance de vie à la naissance                                     | 60,5 ans               | 60,5 ans              | ONU, 2015-2020        |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans                       | 41 %                   | 42,7 %                | ONU, 2020             |
| Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA | 24,1 %                 | 38,3 %                | Banque mondiale, 2018 |
| Taux d'alphabétisation des adultes                                  | 66,5 %                 | 65,9 %                | Banque mondiale 2019  |
| APD par habitant  | 50,9 USD               | 49,9 USD              | Banque mondiale 2019  |
| Classement IDH 2019   | 167 / 189              |                       | PNUD, 2020            |

## Finance verte en Afrique

## Enjeux et propositions pour mobiliser les financements

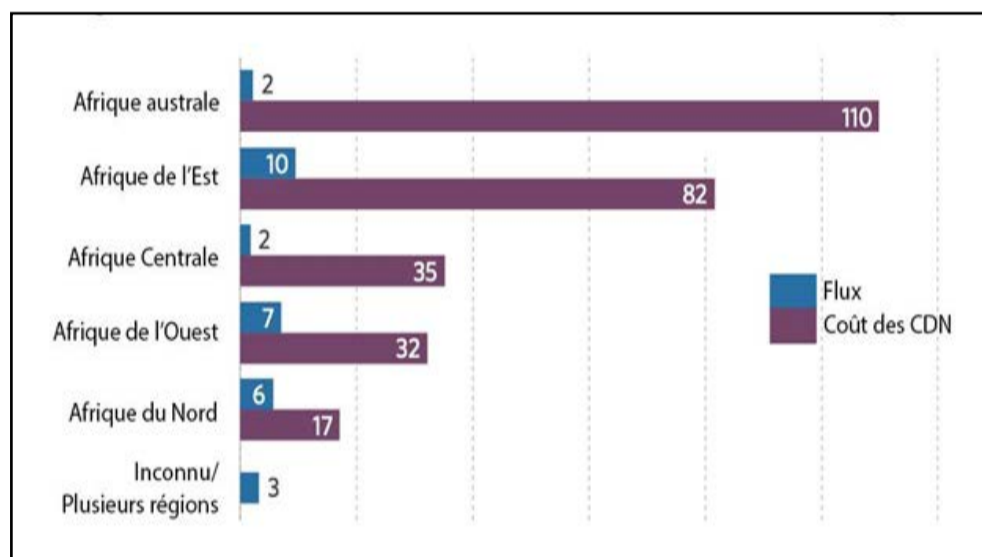
Lauras Anagonou, Banquier d'Affaires à Wall Street (Etats-Unis) apporte sa contribution sur la finance verte en Afrique. Dans cette tribune, il aborde les enjeux et fait des propositions pour mobiliser les financements nécessaires. Ainsi, pour élargir l'accès au financement climatique, les pays africains ont la possibilité tirer parti des instruments financiers tels que les obligations vertes, le crédit carbone, l'instrument Climate/SDG debt swap (conversion de dette Climat/ODD).

Le changement climatique inflige des pertes économiques considérables à l'Afrique, avec des pertes annuelles estimées entre 7 et 15 milliards de dollars. L'expansion du désert du Sahara, le plus vaste désert du monde, s'est accrue de 10 % au cours du dernier siècle, principalement en raison des effets du changement climatique.[1] Alors que le Sahara continue de s'étendre, le lac Tchad, l'une des plus grandes sources d'eau douce de la région, qui nourrit près de 30 millions de personnes réparties entre le Nigeria, le Cameroun, le Niger et le Tchad, a considérablement rétréci. Au cours des 60 dernières années, le lac Tchad a perdu 90 % de sa superficie, soit l'équivalent de la superficie d'Israël.[2] Les conséquences dramatiques de cette diminution ont forcé près de 4 millions de personnes à fuir leurs foyers dans les pays voisins.[3]

Ces effets de migrations forcées n'ont pas affecté que la région du lac Tchad. Pour ne considérer que l'année dernière, près de 1,2 million de personnes en Afrique de l'Est étaient contraintes d'abandonner leurs résidences, à cause des températures extrêmes et d'autres effets du changement climatique, tels que les inondations, les tempêtes et des grandes sécheresses.[4]

Dans cette perspective, les prévisions estiment qu'en 2040 l'Afrique perdra 50 milliards de dollars à cause des effets du changement climatique. Pour prévenir ces pertes catastrophiques, le continent est tenu d'exécuter avec efficacité son plan d'action sur le changement climatique. Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2030, le Center for Policy Initiatives estime que le continent a annuellement besoin de 227 milliards de dollars pour mettre en œuvre ses « Contributions Nationales Déterminées ». Mais chaque année, le continent africain ne parvient à réunir qu'environ 30 milliards de dollars de financements verts,[5] soit à peine un peu plus d'un dixième du montant requis. L'implémentation des Contributions Nationales Déterminées pour l'ensemble des pays africains nécessite la somme colossale de 2800 milliards de dollars d'ici 2030. Et ce n'est point surprenant que la plupart des pays africains éprouvent des difficultés à répondre à ces besoins financiers considérables.

Figure 1: Flux et besoins de financement climatique en Afrique (milliard de dollar US, moyenne annuelle)



Source : Center for Policy Initiatives

Plusieurs facteurs rendent encore plus difficiles les efforts pour faire évoluer le financement vert en Afrique. L'un d'entre eux est le regard des investisseurs étrangers qui jugent l'Afrique comme une destination d'investissement à très haut risque, ce qui les amène à adopter une attitude attentiste. En réalité, les politiques de financement vert et les cadres réglementaires y afférents n'existent pas dans plusieurs pays africains.

L'autre défi dans l'attraction des financements verts est la lenteur du continent à se doter de compétences techniques nécessaires pour concevoir, développer et faire avancer les projets verts - de la proposition à la réalisation. À cela s'ajoute le manque de transparence autour des émissions de gaz à effet de serre et les mesures de correction à ce propos qui doivent augmenter. Cela peut être accompli en utilisant un modèle « de mesure, de notification et de vérification ». Avec ce système mis en place, la réduction des gaz à effet de serre due à la déforestation et la dégradation des forêts pourrait être quantifiée et communiquée aux différentes parties prenantes. Aujourd'hui, dans la majeure partie de l'Afrique, la prise de



• Lauras Anagonou, Banquier d'Affaires à Wall Street (Etats-Unis)

décisions sur la base d'analyse de données est entravée du fait de la rareté de l'accès à des informations fiables et pertinentes en ce qui concerne les informations climatiques. Cet axiome s'avère véridique : « ce qui peut être quantifié, peut être financé ».

Le monde dispose des ressources nécessaires pour financer une transition vers zéro émission nette, c'est-à-dire un état dans lequel les gaz à effet de serre entrant dans l'atmosphère sont équilibrés par leur élimination de l'atmosphère terrestre. Atteindre le niveau zéro émission nette est un moyen pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius, prévenant ainsi les catastrophes climatiques à l'échelle planétaire. Atteindre au niveau mondial zéro émission nette est l'un des plus grands défis que la race humaine a à relever. Heureusement, il y a assez de ressources disponibles qui peuvent être affectées aux projets visant à corriger les effets du changement climatique.

La richesse globale a considérablement augmenté ces deux dernières décennies, atteignant actuellement plus de 500 000 milliards de dollars. En effet, les études de McKinsey révèlent que la valeur des actifs dans le monde est passée de 156 000 milliards de dollars en 2000 à 514 000 milliards de dollars en 2020.[6] D'après les données de Bloomberg, le volume des obligations souveraines proposant un rendement négatif a atteint 18 000 milliards de dollars dans le monde entier en 2020. [7] Selon PwC, les actifs sous gestion au niveau mondial ont augmenté de plus de 40 % depuis 2015 avec une estimation d'augmentation de 110 000 milliards aujourd'hui à 145 000 milliards d'ici 2025. Dans le même ordre d'idées,

Suite à la page 5

## Le Togo en chiffres

| Prévisions du commerce extérieur                                       | 2021 | 2022 (e) | 2023 (e) | 2024 (e) | 2025 (e) |
|--|------|----------|----------|----------|----------|
| Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %) | 10,4 | 6,3      | 4,9      | 7,5      | 7,8      |
| Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %) | 6,0  | 5,5      | 6,2      | 6,8      | 8,6      |

Source : FMI - World economic outlook - dernières données disponibles - (e) estimation

| Indicateurs économiques                      | Togo        | Afrique Subsaharienne | Source       |
|--|-------------|-----------------------|--------------|
| PIB nominal en 2021                          | 8,4 Mds USD | 1 870 Mds USD         | FMI          |
| PIB par habitant en 2021                     | 991,5 USD   | 1 742 USD             | FMI          |
| Part du secteur de l'agriculture dans le PIB | 22 %        | 19 %                  | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur de l'industrie dans le PIB   | 23 %        | 29 %                  | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur des services dans le PIB     | 55 %        | 52 %                  | CNUCED, 2020 |

|         |     |            |     |
|---------|-----|------------|-----|
| Sénégal | 5,0 | Etats-Unis | 2,7 |
| Nigeria | 4,0 | Malaisie   | 2,7 |

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100 %.

| Indicateurs économiques                             | Togo   |        | Afrique Subsaharienne |         | Source |
|---|--------|--------|-----------------------|---------|--------|
|   | 2021   | 2022   | 2021                  | 2022    |        |
| Croissance du PIB réel                              | +5,1 % | +5,6 % | +4,5 %                | +3,8 %  | FMI    |
| Croissance du PIB réel par habitant                 | +2,6 % | +3 %   | +2,3 %                | +1,5 %  | FMI    |
| Taux d'inflation moyen annuel                       | +4,3 % | +4,6 % | +11 %                 | +12,2 % | FMI    |
| Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB) | -6,5 % | -4,9 % | -5,3 %                | -4,7 %  | FMI    |
| Dette publique (en % du PIB)                        | 63,8 % | 63,6 % | 56,9 %                | 55,1 %  | FMI    |
| Dette extérieure publique (en % du PIB)             | 25,8 % | 28,0 % | 25,1 %                | 24 %    | FMI    |

Recherche / développement social et économique inclusif

Partenariat entre l'université de Lomé et l'université Clark Atlanta

Les présidents des universités de Lomé et Clark Atlanta ont signé, samedi 1er avril 2023, à Lomé (Togo), un protocole d'accord dans le cadre d'un partenariat facilité par le Groupe de la Banque mondiale. Ce partenariat offrira aux étudiants et aux enseignants la possibilité de collaborer dans le domaine de la recherche, tout en promouvant un développement social et économique plus inclusif et durable.

● Joël YANCLO

L'éducation est au cœur des priorités du chef de l'Etat. Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé et plusieurs centres d'excellence régionaux ont été mis en place à l'Université de Lomé ainsi que bien d'autres centres de formations comme les Instituts de formation pour l'alternance et le développement (IFAD) sur l'étendue du territoire nationale. Ce partenariat fera l'objet de suivi rapproché pour que l'impact soit réel sur les populations » a déclaré Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Gouverneur pays de la Banque mondiale. Ce partenariat fait suite à un protocole d'accord signé en octobre 2022 entre la Banque mondiale et six collèges et universités servant historiquement la communauté noire (HBCU) aux États-Unis. « L'éducation est le socle du développement. La transformation économique de l'Afrique repose sur son capital humain et les compétences de sa main-d'œuvre, a déclaré le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass. Au vu du vif intérêt manifesté par les HBCU pour des initiatives d'échanges et de collaboration avec des établissements universitaires africains solides, nous nous sommes attachés à mettre en relation ces institutions. Je me réjouis à la perspective de voir le Groupe de la Banque mondiale poursuivre son rôle fédérateur en aidant à nouer des partenariats entre établissements d'enseignement. » L'université Clark Atlanta est



née de la fusion de deux institutions historiques. L'université d'Atlanta, fondée en 1865 par l'American Missionary Association, a été le premier établissement du pays à délivrer des diplômes de premier cycle aux Afro-Américains. Le Clark College, créé en 1869, a été le premier « collège d'arts libéraux » du pays (cursus de quatre ans) à accueillir principalement des étudiants afro-américains. L'université Clark Atlanta est la plus ancienne HBCU du sud des États-Unis et compte aujourd'hui plus de 4 000 étudiants. L'institution est membre de l'UNCF, une organisation à but non lucratif dont l'objectif est d'apporter un soutien financier aux étudiants issus de minorités qui souhaitent poursuivre des études supérieures.

Un tournant dans l'enseignement supérieur

« La communauté des HBCU félicite le Groupe de la Banque mondiale et le président Malpass d'avoir facilité ce partenariat essentiel, dont l'ambition est d'avoir un effet transformateur, a déclaré George Tony French, président de l'université

Clark Atlanta et directeur de l'UNCF. La recherche de pointe menée à l'université Clark Atlanta et à l'université de Lomé sera décuplée grâce à cette collaboration transnationale et marque un tournant dans l'enseignement supérieur, dans la mesure où elle offre des modalités innovantes de collaboration propices à l'éradication de l'extrême pauvreté. » Fondée en 1970, l'université de Lomé est la plus grande université du Togo. Elle accueille trois des Centres d'excellence africains créés dans le cadre du premier programme à grande échelle de la région financé par la Banque mondiale dans le secteur de l'enseignement supérieur. « Avec l'appui de nos partenaires, dont la Banque mondiale, les universités africaines se modernisent et s'ouvrent davantage au monde dans le domaine de l'enseignement et de la recherche au service du développement durable », souligne le professeur Dodzi Komla Kokoroko, président de l'université de Lomé. Depuis 2014, la Banque mondiale a fourni plus de 600 millions de dollars à travers le programme de Centres d'excellence africains pour soutenir plus de 70 structures dans 20 pays d'Afrique. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les engagements annuels de la Banque mondiale en faveur de l'éducation ont triplé entre 2018 et 2021, passant de 400 millions à 1,2 milliard de dollars.

Séisme

Le Togo offre plus de 900 millions FCFA à la Turquie

Le Togo, classé dans les pays les moins avancés, s'est montré bien préoccupé par la situation que traversent la Turquie et la Syrie après les séismes qui les ont secoués. Le pays a donc fait un don de 1,5 million de dollars soit un peu plus de 900 millions de francs CFA, selon l'information est relayée sur le compte twitter de l'Ambassade de la Turquie à Lomé.

● Helene MARTELOT

Le 6 février 2023, un tremblement de terre a frappé la Turquie et la Syrie et a dévasté une zone de plus de 20 000km². Cela a causé 105 mille blessés en Turquie, selon des bilans et détruit 214 000 bâtiments, hauts parfois de plus d'une douzaine d'étages, dans onze des 81 provinces du pays. En effet, depuis la tragédie, le numéro togolais n'est pas resté indifférent. Il a d'abord fait un tweet pour compatir et a appelé les autres nations à une mobilisation internationale pour soutenir ces deux pays. Il a ensuite



souligné que son pays va apporter un soutien permanent à ses deux pays frères, et a affirmé toute sa confiance dans leurs capacités à faire face et à se relever. Le Togo

et la Turquie entretiennent de bonnes relations. En octobre 2021, le président turc Recep Tayyip Erdogan a tenu un mini-sommet de chefs d'Etat ouest-africains à Lomé.

Formulation du programme MCC du Togo

Echanges fructueux entre Akaya et Albright à Washington

Une délégation togolaise, conduite par le secrétaire général au ministère des Finances et coordonnateur national du compact du Togo Mr Akaya Kpowbie Tchasso a mené une mission à Washington du 13 au 22 mars 2023 dans le cadre du processus de formulation du programme Compact du Togo.



● Midas TIGOSSOU

Cette mission a été instruite sur les canaux de communication de la Millennium Challenge Corporation (MCC). La directrice générale de MCC, Alice Albright, a salué la délégation togolaise, conduite par M. Akaya Kpowbie Tchasso, lors d'une mission à Washington DC plus tôt ce mois-ci axé sur

l'identification et la hiérarchisation des contraintes à la croissance dans les secteurs de l'énergie et du numérique au Togo. Pour rappel, la MCC est une agence américaine indépendante qui a été créée en 2004 par le Congrès des États-Unis pour lutter contre la pauvreté et stimuler la croissance économique dans les pays en développement. Le programme Compact de

la MCC est un programme de coopération économique visant à réduire la pauvreté dans les pays partenaires par le financement des projets de développement économique. Depuis 2017, le Togo a entamé des réformes pour accueillir un programme Compact et le 14 décembre 2022, la République togolaise a été déclarée éligible et est appelée à soumettre son programme.



Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

| Principaux clients (% des exportations) | 2020 | Principaux fournisseurs (% des importations) | 2020 |
|---|------|--|------|
| Burkina Faso                            | 13,8 | Chine  | 20,3 |
| Mali                                    | 13,0 | France                                       | 8,6  |
| Bénin                                   | 10,0 | Inde   | 7,5  |
| Niger                                   | 8,5  | Ghana  | 5,6  |
| Ghana                                   | 8,1  | Japon  | 4,3  |
| Inde                                    | 7,5  | Nigéria                                      | 3,6  |
| Côte d'Ivoire                           | 6,4  | Allemagne                                    | 3,5  |
| France                                  | 5,7  | Turquie                                      | 3,3  |

|  |        |        |        |        |     |
|--|--------|--------|--------|--------|-----|
| Solde courant externe (en % du PIB)  | -3,3 % | -5,9 % | -1,1 % | -1,7 % | FMI |
| Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services) | 5,8    | 5,3    | 4,5    | 4,5    | FMI |

| Indicateurs du commerce extérieur                            | 2016 | 2017  | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|------|-------|------|------|------|
| Commerce extérieur (en % du PIB)                             | 66,9 | 58,1  | 56,7 | 54,4 | 52,9 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD)           | -965 | -644  | -782 | -757 | n/a  |
| Balance commerciale (services inclus) (millions USD)         | -822 | -502  | -626 | 596  | n/a  |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 1,0  | -11,4 | 5,3  | 1,4  | 0,8  |
| Exportations de biens et services (croissance annuelle en %) | 6,7  | -0,7  | 2,0  | 2,1  | -4,7 |
| Importations de biens et services (en % du PIB)              | 40,0 | 32,9  | 32,7 | 31,3 | 31,1 |
| Exportations de biens et services (en % du PIB)              | 26,9 | 25,3  | 23,9 | 23,1 | 21,8 |

Source : Banque mondiale, dernières données disponibles

Profil commercial

| Valeurs du commerce extérieur           | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Importations de biens (millions USD)    | 2.382 | 1.874 | 2.116 | 2.091 | 2.166 |
| Exportations de biens (millions USD)    | 1.290 | 1.016 | 1.080 | 1.055 | 1.008 |
| Importations de services (millions USD) | 397   | 427   | 464   | 447   | 407   |
| Exportations de services (millions USD) | 530   | 531   | 589   | 576   | 451   |

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

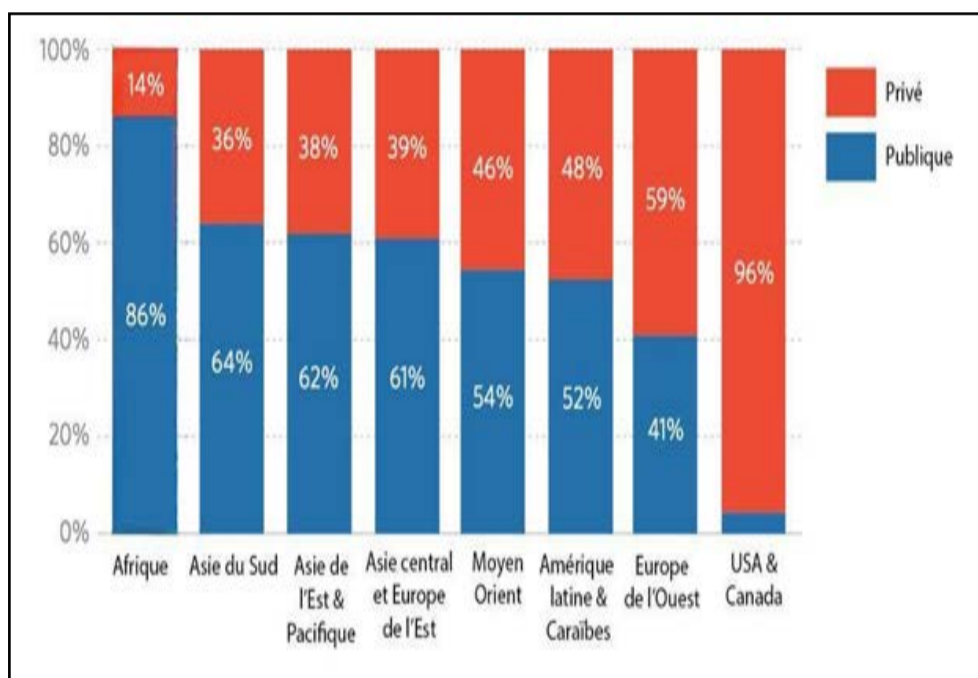
**Suite de la page 3**

les parts des fonds de pension connaîtront une augmentation pour atteindre presque 65 000 milliards de dollars d'ici 2025.[8] En outre, la disponibilité du capital vert privé n'a jamais été aussi grande. L'engagement en faveur de zéro émission nette pris par les institutions financières, y compris les fonds souverains, les fonds de pension, les compagnies d'assurances et autres, implique qu'il existe des milliers de milliards de dollars de liquidités vertes qui attendent d'être mobilisées pour de nouveaux rendements ajustés aux risques et de nouvelles opportunités d'investissement.

**Dans le même temps**, les risques d'investissements en Afrique sont peut-être surestimés. Une récente enquête de McKinsey rapportait que beaucoup pensent que seulement 50 sociétés africaines font un milliard de dollars de chiffre d'affaires annuel, alors qu'il y a en réalité 400 qui le font chaque année.[9] La perception du risque en Afrique doit être reconsidérée pour refléter la résilience, la digitalisation et l'intégration croissante qui se développent sur les marchés africains.

**Pour attirer des financements supplémentaires**, aussi bien de l'intérieur qu'à l'international, et stimuler la participation du secteur privé aux financements verts, les gouvernements africains doivent continuer l'assainissement de leur climat des affaires. Les pays n'ayant pas agi dans ce sens devraient mettre en place des incitations fiscales vertes pour encourager les projets visant à réduire les dommages environnementaux. Les gouvernements africains devraient aussi mandater leurs Agences de Promotion des Investissements à être au premier plan dans la quête de durabilité de leurs pays.

**Figure 2: Part du financement climatique privé dans le financement climatique total par région (moyenne de 2019/2020)**



Source : Center for Policy Initiatives

**Dans le but d'élargir l'accès au financement climatique**, les pays africains devraient tirer parti des instruments financiers dont l'efficacité est prouvée pour mobiliser du financement climatique dans le monde entier, tels que les obligations vertes - un produit financier relativement innovant pour les levées de fonds dans le cadre des projets de développement durable axés sur l'environnement, qui accélèrent l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Plus de 70 % des obligations vertes africaines sont émises en Afrique du Sud, avec le Nigeria et le Maroc contribuant à hauteur de 23 %.[10] Le plus gros problème est que l'Afrique n'émet que 1 % des obligations vertes, selon la Commission Economique pour l'Afrique.[11] Cette situation est préoccupante étant donné l'ampleur des besoins de l'Afrique en matière de financement climatique.

**Un autre instrument tout aussi efficace pour attirer les financements climatiques est le crédit carbone.** Le marché de crédit carbone a le potentiel d'attirer des milliards de dollars d'investissement. Selon l'Initiative du Marché Africain du Carbone (IMAC), l'Afrique génère seulement 2 % de son potentiel en crédit carbone. Si le continent pouvait atteindre son niveau cible de 300 millions de crédits carbone annuels d'ici 2030, cela débloquent 6 milliards de dollars de revenus, créant 30 millions d'emplois.[12] Le Kenya, le Malawi, le Gabon, le Nigeria, et le Togo ont déjà exprimé leur volonté de collaborer avec l'IMAC. Le Gabon, le deuxième plus grand pays boisé du monde après le Suriname, prévoit d'organiser la plus grande vente de crédits carbone jamais réalisée, qui pourrait rapporter plus de 2 milliards de dollars. Les autres pays devraient lui emboîter le pas.



**L'instrument de financement climatique** actuellement discuté dans les échanges internationaux est l'instrument Climate/SDG debt swap (conversion de dette Climat/ODD). Cette restructuration de la dette engage le débiteur à entreprendre des actions spécifiques axées sur le climat. Les économistes du FMI ont confiance en son efficacité économique[13], ce qui en fait un outil potentiel pour les pays africains qui ont fait défaut sur leur dette ou qui sont à risque de faire défaut sur leur dette souveraine. En janvier 2023, la Zambie a reçu une proposition de Climate debt swap du Fonds mondial pour la nature (WWF) d'une valeur de 13 milliards de dollars pour contribuer à la restructuration de sa dette. Toutefois, pour assurer sa viabilité économique, la conversion de dette climat nécessite une prudence extrême, une étude de faisabilité rigoureuse et un engagement absolu en faveur de la transparence.

**Alors que l'Afrique s'apprête à représenter 25% de la population mondiale d'ici 2050**, et même 40% d'ici la fin du siècle selon certaines projections[14], il est crucial de mettre en place des partenariats multipartites pour aborder proactivement les défis climatiques. En bâtissant une Afrique plus durable pour les générations futures, nous pouvons à la fois faire face aux pertes économiques et environnementales actuelles et créer un avenir plus prospère et résilient pour tous.

Par : Lauras Anagonou, Banquier d'Affaires à Wall Street (Etats-Unis)

## Notes

Montants en USD

- 1- Thomas, N., et S. Nigam, 2018, Changement climatique au XXe siècle en Afrique : Tendances hydro climatiques saisonnières et expansion du désert du Sahara. J. Climat, 31, 3349-3370
- 2- Banque Mondiale, 2014, Œuvrer à la restauration d'un géant en voie de disparition : le lac Tchad
- 3- Organisation Internationale pour les Migrations, 2019, le déplacement régional et la mobilité humaine dans le bassin du lac Tchad.
- 4- Agence Internationale de l'Énergie, 2019, Perspectives énergétiques en Afrique
- 5- Center for Policy Initiatives, 2022, Aperçu du financement climatique en Afrique
- 6- McKinsey & Co, 2021, La richesse mondiale a explosé. L'utilisons-nous à bon escient ?
- 7- Bloomberg, 2020, la quantité de dettes à taux négatifs avait culminé à 18400 milliards de dollars
- 8- PwC, 2021, Le secteur de la gestion d'actifs et de patrimoine devrait croître jusqu'à 5,6 % par an jusqu'en 2025
- 9- Leke, A., Chironga, M., & Desvaux, G. (2018). Afrique : la révolution des entreprises-réussir sur le marché porteur de demain. Harvard Business Press.
- 10- The Brookings Institution, 2021, Le marché des obligations vertes en Afrique traîne derrière les autres régions
- 11- Commission économique pour l'Afrique, 2022, Des obligations vertes, sociales et durables pour répondre aux besoins d'investissement durable de l'Afrique
- 12- Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, 2022, Lancement de l'Initiative Africa Carbon Markets
- 13- d Chamon, M., Klok, E., Thakoor, V., Zettelmeyer, J., 2022, Échanges dette contre climat : analyse, conception et mise en œuvre
- 14- UNICEF, 2014, La population de l'Afrique pourrait atteindre 4 milliards d'ici 2100



## Banque

## Ecobank joue la prudence et propose un dividende en baisse pour son exercice 2022

Le groupe semble afficher une certaine prudence malgré un résultat net positif, en hausse de 3% et un produit net bancaire lui aussi en hausse de 6%. Toutefois la trésorerie s'est sensiblement réduite et des pertes sur sa partie bilancielle sont possibles.

Ecobank Transnational Incorporated a proposé à son assemblée générale de distribuer un dividende de 0,11 centime \$ par action, pour le compte de son exercice 2022. Cela représente une baisse, en dollar, de 31,25% par rapport à celui qui avait été distribué aux actionnaires pour l'année 2021 (0,16 centimes \$). Le groupe a pourtant connu une amélioration sur plusieurs de ses indicateurs, notamment un produit net bancaire qui a progressé de 6% pour atteindre 1,8 milliard de dollars. Le résultat net financier déclaré, bien qu'impacté par 43% de charges fiscales supplémentaire, est en hausse de 3% et a atteint 366,7 milliards \$. La holding bancaire n'a pas fait de commentaire sur ce qui pourrait expliquer cette baisse du dividende en dollars US qui est proposée. Cependant, l'analyse de certains indicateurs permet d'articuler quelques hypothèses. La première concerne la trésorerie dont l'encours à la fin 2022 était en recul de 227,8



millions de dollars, contre une hausse de 88,7 millions de dollars en 2021 (malgré le fait d'avoir dépensé deux fois plus pour acquérir des titres publics). Aussi, on note que le groupe a déclaré une augmentation des pertes potentielles sur sa partie bilancielle, qui pourraient affecter le résultat net si elles se réalisaient. D'une part, la différence de change sur les transactions en devises a impliqué une perte de 386,1 millions de dollars sur l'ensemble de ses opérations. Dans le même temps, la valeur agrégée de certains instruments de dette sur lesquels le groupe a investi, a reculé de 112,5 millions de dol-

lars. En prenant en compte ces éléments additionnels ainsi que d'autres, le résultat net comptable consolidé à l'échelle du groupe affiche une perte de 61,2 millions \$, contre un bénéfice comptable consolidé de 91,3 millions \$ en 2021. Cette dynamique n'est pas une surprise en soi. Le groupe évolue dans des environnements dont les monnaies ont subi de fortes pressions en 2022, notamment au Nigeria et au Ghana, mais aussi dans certains pays de l'Afrique de l'Est. La réaction des petits investisseurs institutionnels ou individuels sera à suivre.

Avec Agence Ecofin

## Afrique

## Huawei lance l'initiative Non-Stop Banking

Huawei a annoncé aujourd'hui son initiative « Non-Stop Banking » lors du Sommet sur la finance intelligente pour l'Afrique 2023, afin d'intensifier la collaboration entre les secteurs des TIC et de la banque et de faciliter un avenir numérique caractérisé par des services, un développement et une innovation « continus ».

● Vivien ATAKPABEM

Le Sommet a réuni plus de 200 professionnels, dont des leaders d'opinion clés du secteur et des dirigeants de grandes banques à travers l'Afrique. Dans un discours d'ouverture annonçant l'initiative, Leo Chen, président de la région Afrique subsaharienne de Huawei, a parlé de l'importance du passage au numérique en tant qu'impératif majeur pour le secteur bancaire, dans le but d'augmenter le nombre de clients, de réduire les coûts opérationnels, de développer de nouveaux produits, augmenter les revenus et approfondir les relations avec les clients. Localement, où 25% des Kenyans préfèrent les applications bancaires, il a déclaré qu'il est encore plus nécessaire que les banques adoptent la numérisation, car cela permet une plus grande inclusion financière. Saluant le travail innovant réalisé par de nombreuses banques locales pour adopter la numérisation, il a souligné que tous les acteurs du secteur doivent aller plus loin s'ils veulent

adopter l'approche « non-stop » qui caractérisera l'avenir de la banque. « Pour accélérer la numérisation des services bancaires, Huawei facilitera l'amélioration innovante de la productivité en Afrique en déployant une infrastructure TIC qui fournit des services financiers « non-stop » et réalisera un développement « non-stop » parallèlement à l'innovation « non-stop », a déclaré Leo, notant que l'entreprise sert déjà plus de 2500 clients financiers dans plus de 60 pays et régions, dont 50 des 100 plus grandes banques du monde. De nombreuses technologies Huawei, a ajouté Chen, sont utiles sur ce front. Au fil des ans, il a fourni la base et l'épine dorsale de la numérisation du secteur bancaire local en soutenant la construction d'infrastructures TIC et la connectivité numérique dans les zones rurales. L'accent mis sur la recherche et le développement (R&D) signifie qu'il est également bien placé pour aider l'industrie à façonner son avenir. Faisant écho à ses remarques, Jason Cao, PDG de Huawei Global Digital Finance, a souligné que les ser-

vices financiers deviennent mobiles et intelligents à un rythme effréné. L'avenir de la banque passe par l'innovation pour faciliter le quotidien des consommateurs. Les banques devront créer ou sélectionner les bonnes plateformes qui offrent l'expérience utilisateur la plus distinctive et la plus personnalisée. D'un point de vue technique, il a souligné la technologie de collaboration multi-domaine nécessaire pour les banques comme le stockage, les réseaux de fibre optique, les réseaux IP et la communication de données. Celles-ci couvrent par exemple le stockage et la coordination des connexions optiques (SOCC) pour réduire le temps de basculement du système de deux minutes à deux secondes après une panne de réseau, garantissant ainsi l'absence d'interruptions de transaction. Il comprend également une protection multicouche contre les ransomwares (MRP) qui fournit des protections à 6 couches permettant une protection fiable et sécurisée de bout en bout pour l'ensemble du système de la banque.

## EAIF 2023

## Engie mise sur les crédits carbone pour l'accès à l'électricité

En marge du Forum d'investissement pour l'accès à l'énergie (EAIF), Engie Energy Access, Engie Global Energy Management & Sales (GEMS) et CarbonClear s'associent pour le financement de l'accès aux énergies renouvelables en Afrique, par le biais du marché volontaire du carbone.

Les crédits carbone pourraient soutenir l'électrification de l'Afrique. C'est le but du partenariat signé le mardi 21 mars 2023 entre Engie Energy Access, la filiale du groupe Engie qui fournit les solutions décentralisées d'accès à l'électricité en Afrique, Engie Global Energy Management & Sales (GEMS), sa division de gestion et de vente d'énergie et CarbonClear, un cabinet de conseil en développement durable et filiale du groupe EcoAct. Objectif de l'accord : puiser dans le potentiel du marché volontaire du carbone (VCM) estimé à 2 milliards de dollars au niveau mondial pour financer l'électrification en Afrique. Ainsi, dans le cadre de ce partenariat, CarbonClear utilisera son modèle « innovant et entièrement numérique » pour certifier la compensation carbone générée par les kits solaires distribués par Engie Energy Access aux communautés rurales et hors réseau vivant en Afrique au Sud du Sahara.

## Le potentiel du marché volontaire du carbone

Par la suite, GEMS se chargera de vendre ces crédits



à des organisations souhaitant compenser leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) tout en contribuant à financer des projets à fort impact social et environnemental. Cette alternative est déjà utilisée pour le financement de l'accès à la cuisson propre considéré comme le « parent pauvre » du financement de l'accès à l'énergie en Afrique. Le marché volontaire du carbone est ainsi utilisé par des acteurs tels que le négociateur français de crédits carbone pour l'Afrique Aera ou encore Ecosphere+, un fournisseur de solutions de compensations basées sur la nature. « La réalisation du septième objectif de développement durable des Nations Unies (ODD7), à savoir l'accès universel à l'énergie d'ici à 2030, est largement à la traîne. Grâce à cet accord, nous avons l'ambition de contribuer, en tant que leader du secteur, à rattraper ce retard en exploitant pleinement

le potentiel du marché volontaire du carbone », affirme Gillian-Alexandre Huart, le directeur général d'Engie Energy Access. À l'en croire, le partenariat permettra de certifier en crédits carbone environ 500 000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. Avec les financements conventionnels, Engie veut électrifier 25 millions de Subsahariens d'ici à 2025. L'entreprise est active en zone rurale principalement en Zambie, au Mozambique, en Tanzanie, au Rwanda, au Kenya, en Ouganda, en Côte d'Ivoire, au Bénin et très récemment au Nigeria. À travers ses filiales Fenix International, Mobisol et Engie PowerCorner, Engie distribue des kits solaires, installe des mini-réseaux électriques alimentés à l'énergie solaire photovoltaïque et des systèmes solaires conteneurisés qui facilitent l'électrification des zones reculées et difficiles d'accès.

Avec Afrik21

## Foire Commerciale Intra-Africaine 2023

## Producteurs, chocolatiers, venez mettre l'or brun de la Côte d'Ivoire en avant !

Du 21 au 27 novembre 2023, la Côte d'Ivoire abritera la 3ème édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF2023). Cet événement majeur du continent permettra à de nombreux acteurs du secteur privé de faire du business en Afrique. Ça l'est tout particulièrement pour les acteurs du cacao, produit dont le pays hôte de l'IATF 2023 est le premier producteur mondial.

● Joël YANCLO

La Côte d'Ivoire, terre de cacao, recevra en novembre prochain, lors de l'IATF2023, plus de 1 600 exposants venant de plus de 75 pays, ainsi que plus de 35 000 visiteurs et acheteurs. C'est une aubaine pour les producteurs, les négociants et chocolatiers locaux de valoriser cette matière première importante pour le commerce régional et international. La Côte d'Ivoire produit plus de 2 millions de tonnes de cacao par an, soit 45% de la production mondiale. Exposer son savoir-faire en matière de transformation du cacao dans ce pays et à cette occasion unique, constitue pour les acteurs de la filière un bon moyen

de se rapprocher davantage non seulement des décideurs ivoiriens, mais aussi et surtout des producteurs et des négociants de cacao venant de tout le continent africain. L'IATF2023 permettra d'accélérer les échanges commerciaux cacaoyers entre pays africains et pourra contribuer à inverser la tendance qui veut que 80% de la production nationale ivoirienne de cacao soit exportée vers l'Europe. Ces échanges commerciaux interafricains permettront à des chocolatiers locaux comme Cemoi d'intensifier et de varier leurs ventes dans de nombreux pays africains. Par ailleurs, au cours de cet événement, les producteurs et chocolatiers auront l'attention des autorités ivoiriennes, celles-ci saisissant au plus haut

point la teneur de cet événement. Lors du premier roadshow de l'événement organisé à Abidjan en février dernier, le Ministre du Commerce de la Côte d'Ivoire, Souleymane Diarrassouba, a affirmé que « cette 3ème édition permettra à la Côte d'Ivoire d'amplifier son rayonnement en Afrique. » Avant d'ajouter qu'avant la CAN 2023, il y aura la Coupe d'Afrique de l'économie en Côte d'Ivoire, à travers l'IATF. La Côte d'Ivoire, à l'initiative d'une réforme importante autour de la production et de l'exportation de son cacao, a lancé il y a quelques mois un programme de traçabilité de son principal produit d'exportation pour assurer une cacaoculture durable. Ce programme lui permettra également de satisfaire aux exigences environnementales internationales.

**BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

vendredi 31 mars 2023

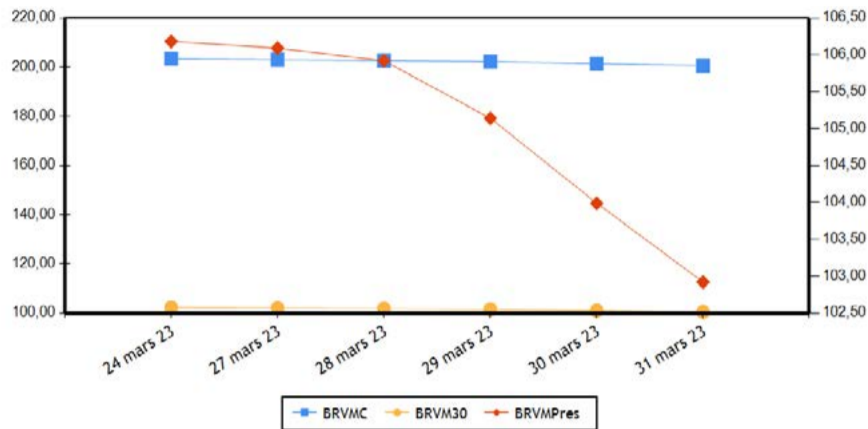
N° 65

|                       |               |
|-----------------------|---------------|
| <b>BRVM COMPOSITE</b> | <b>200,61</b> |
| Variation Jour        | -0,38 %       |
| Variation annuelle    | -1,28 %       |

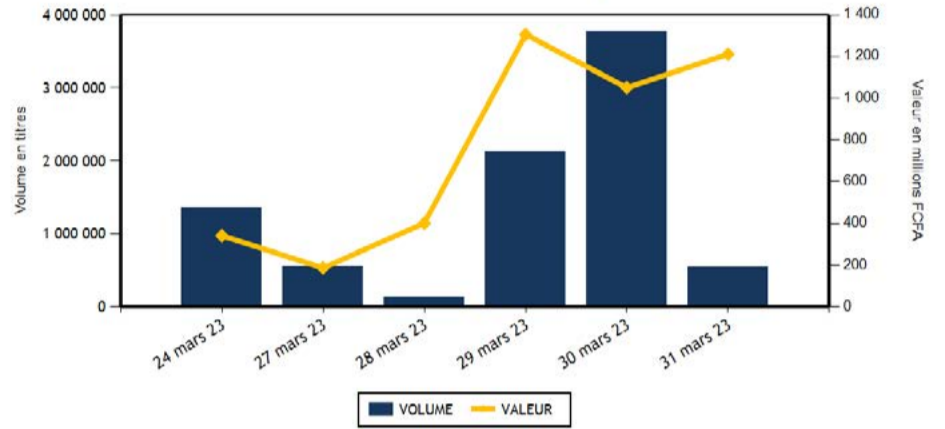
|                    |               |
|--------------------|---------------|
| <b>BRVM 30</b>     | <b>100,49</b> |
| Variation Jour     | -0,52 %       |
| Variation annuelle | 0,49 %        |

|                      |               |
|----------------------|---------------|
| <b>BRVM PRESTIGE</b> | <b>102,92</b> |
| Variation Jour       | -1,03 %       |
| Variation annuelle   | 2,92 %        |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions   | Niveau            | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 7 463 311 763 799 | -0,38 %    |
| Volume échangé (Actions & Droits)                 | 458 920           | -87,85 %   |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)        | 390 129 872       | -62,65 %   |
| Nombre de titres transigés                        | 45                | 0,00 %     |
| Nombre de titres en hausse                        | 14                | 40,00 %    |
| Nombre de titres en baisse                        | 20                | -9,09 %    |
| Nombre de titres inchangés                        | 11                | -15,38 %   |

| Obligations                     | Niveau             | Evol. Jour  |
|---------------------------------|--------------------|-------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 10 074 446 568 820 | 0,00 %      |
| Volume échangé                  | 85 514             | 13 282,47 % |
| Valeur transigée (FCFA)         | 821 084 000        | 12 771,89 % |
| Nombre de titres transigés      | 2                  | -60,00 %    |
| Nombre de titres en hausse      | 1                  | -75,00 %    |
| Nombre de titres en baisse      | 0                  |             |
| Nombre de titres inchangés      | 1                  | 0,00 %      |

**PLUS FORTES HAUSSES**

| Titres                    | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---------------------------|-------|------------|----------------|
| SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC) | 1 280 | 5,79 %     | -1,16 %        |
| CROWN SIEM CI (SEMC)      | 650   | 4,00 %     | -4,41 %        |
| FILTISAC CI (FTSC)        | 1 195 | 3,91 %     | -25,31 %       |
| AIR LIQUIDE CI (SIVC)     | 625   | 3,31 %     | -7,41 %        |
| BICI CI (BICC)            | 6 400 | 3,23 %     | -6,57 %        |

**PLUS FORTES BAISSSES**

| Titres                           | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|----------------------------------|-------|------------|----------------|
| UNILEVER CI (UNLC)               | 7 020 | -7,02 %    | -0,07 %        |
| ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT) | 17    | -5,56 %    | -10,53 %       |
| SOGB CI (SOGC)                   | 5 400 | -3,57 %    | -4,76 %        |
| BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)    | 2 195 | -3,09 %    | -10,41 %       |
| NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC) | 4 900 | -1,90 %    | -17,99 %       |

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume  | Valeur      | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE                 | 10                 | 102,92 | -1,03 %    | 2,92 %         | 396 747 | 146 636 822 | 6,12      |
| BRVM-PRINCIPAL                | 36                 | 95,43  | -0,15 %    | -4,57 %        | 62 173  | 243 493 050 | 8,90      |

**INDICES SECTORIELS**

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur   | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume  | Valeur      | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|----------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE           | 11                 | 97,35    | -0,51 %    | -6,59 %        | 6 799   | 11 411 960  | 8,35      |
| BRVM - SERVICES PUBLICS    | 5                  | 484,18   | 0,06 %     | -1,03 %        | 21 049  | 180 789 585 | 8,77      |
| BRVM - FINANCES            | 15                 | 75,02    | -0,79 %    | -0,65 %        | 412 144 | 146 579 942 | 6,40      |
| BRVM - TRANSPORT           | 2                  | 354,83   | 0,34 %     | 3,84 %         | 1 028   | 1 461 155   | 5,66      |
| BRVM - AGRICULTURE         | 5                  | 284,29   | -1,03 %    | 0,26 %         | 3 747   | 29 010 405  | 5,45      |
| BRVM - DISTRIBUTION        | 7                  | 352,02   | -0,62 %    | -1,82 %        | 6 139   | 12 459 385  | 25,25     |
| BRVM - AUTRES SECTEURS     | 1                  | 1 295,58 | -1,87 %    | 10,53 %        | 8 014   | 8 417 440   | 12,61     |

| Indicateurs                         | BRVM COMPOSITE   |
|-------------------------------------|------------------|
| PER moyen du marché                 | 7,60             |
| Taux de rendement moyen du marché   | 7,62             |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 7,94             |
| Nombre de sociétés cotées           | 46               |
| Nombre de lignes obligataires       | 120              |
| Volume moyen annuel par séance      | 606 447,00       |
| Valeur moyenne annuelle par séance  | 1 054 194 656,80 |

| Indicateurs                      | BRVM COMPOSITE |
|----------------------------------|----------------|
| Ratio moyen de liquidité         | 8,91           |
| Ratio moyen de satisfaction      | 78,17          |
| Ratio moyen de tendance          | 876,93         |
| Ratio moyen de couverture        | 11,40          |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,04           |
| Prime de risque du marché        | 7,26           |
| Nombre de SGI participantes      | 27             |

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES** PAYS DE L'UEMOA  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## Venezuela

## Quarante-deux personnes arrêtées dans une opération anti-corruption

Des fonctionnaires, responsables d'entreprises et hommes d'affaires, arrêtés pour une affaire de corruption liée à la compagnie pétrolière Petroleos de Venezuela, risquent jusqu'à 30 ans de prison.

Une quarantaine de personnes ont été arrêtées au Venezuela dans le cadre d'une «croisade» anti-corruption liée à la compagnie pétrolière publique Petroleos de Venezuela (PDVSA), qui a notamment fait tomber le ministre du Pétrole, a annoncé le procureur général Tarek William Saab. «À ce jour, le ministère public est parvenu, en collaboration avec des instances auxiliaires, à arrêter 42 personnes liées à différents systèmes de corruption visant à détourner (des fonds de) l'économie nationale», a tweeté samedi M. Saab, faisant référence à ces arrestations qui ont commencé le 17 mars. Il a expliqué à l'AFP que ces fonctionnaires, responsables d'entreprises et hommes d'affaires risquaient jusqu'à 30 ans de prison (peine maximale au Venezuela). Ces personnes sont accusées «d'appropriation ou de détournement de biens publics, de trafic d'influence, de blanchiment d'argent, d'association de malfaiteurs et de trahison», avait-il indiqué lors d'une conférence de presse le 25 mars, en annonçant l'arrestation déjà de 21 personnes.



tion, comme l'ont surnommée de hauts responsables dont le président Nicolas Maduro, a entraîné la démission le 21 mars du ministre du Pétrole Tareck El Aissami, jusque-là considéré comme un homme clé du pouvoir et visé par des sanctions américaines. Plusieurs de ses proches collaborateurs font partie des personnes arrêtées. Le président de l'entreprise publique Corporacion Venezolana de Guayana (CVG) Pedro Maldonado ainsi que des responsables du géant vénézuélien de la sidérurgie Sidor font partie des personnes arrêtées ces derniers jours. Cette nasse anti-corruption avait déjà emporté notamment Antonio José Perez Suarez, un vice-président de PDVSA, ainsi que l'ancien député Hugbel Roa – un créateur de la cryptomonnaie vénézuélienne Petro, en théorie adossée au pétrole – et un gestionnaire de ces cryptoactifs Joselit Ramirez. M. Maldonado,

ancien directeur de la Banque centrale du Venezuela, a fait partie d'un réseau de corruption mené par M. Roa, personnalité du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), ont expliqué des sources judiciaires à l'AFP. Le procureur général, qui n'a pas exclu d'autres arrestations, a précisé que les biens saisis seraient confisqués par l'État mais il n'a pas révélé le montant des détournements présumés. La presse évoque «3 milliards de dollars». Le président Maduro, qui a déjà lancé des opérations anti-corruption par le passé, a indiqué fin mars que les enquêtes avaient commencé en octobre. Depuis 2017, l'industrie pétrolière du Venezuela a été visée par de nombreuses enquêtes qui se sont soldées par l'arrestation de près de 200 employés et de deux ministres du Pétrole, Eulogio del Pino et Nelson Martinez. Ce dernier est mort en détention.

(AFP)

## «Croisade» anti-corruption

Cette «croisade» anti-corruption

## Alimentation

## Le chocolat suisse se vend bien à l'étranger

Les ventes en Suisse de chocolat helvétique ne se sont toujours pas remises en 2022 du Covid. Heureusement les exportations ont permis à la branche de progresser quand même de 4,7%.

La branche du chocolat suisse continue d'être sous pression. La quantité de chocolat helvétique vendue en Suisse (-4,7%) et le chiffre d'affaires généré (-4,9%) étaient toujours inférieurs en 2022 à ce qu'ils étaient en 2019, relève lundi la faïtière du secteur, CHOCOSUISSE. Ce qui lui fait dire que «le marché intérieur ne s'est pas encore remis de la brèche creusée par la pandémie». Les importations, en forte hausse en 2021, font toujours souffrir le secteur puisqu'elles n'ont que peu ralenti en 2022 (-1,5%). «La pression exercée par les produits meilleur marché fabriqués à l'étranger reste importante et la fidélité des consommateurs suisses aux produits indigènes est limitée», explique Daniel



Bloch, vice-président de CHOCOSUISSE.

## Belle progression des exportations

Du côté des exportations, 73,1% du chocolat helvétique est parti à l'étranger. Le volume des exportations a progressé de 8,3% et le chiffre d'affaires y relatif, de 8,4%. Mais cela n'a pas permis de compenser la hausse des coûts en raison du prix des matières premières. «Le prix du sucre suisse a par exemple à peu près

doublé en 2022», explique Beat Vonlanthen, président de CHOCOSUISSE. «Cela montre, encore plus clairement qu'avant, que la protection du prix du sucre aux frontières fixée par le Parlement est superflue». Au total, le volume de chocolat suisse vendu en Suisse et à l'étranger en 2022 est en augmentation de 4,7% par rapport à 2021 grâce aux exportations et le chiffre d'affaires généré a progressé de 6,4%. Les exportations se sont donc avérées une fois de plus être le pilier central des fabricants de chocolat suisses, conclut la faïtière qui déplore toutefois la forte pression exercée par la concurrence internationale.

Avec lematin.ch

## L'éco en bref

## Wall Street termine le premier trimestre sur une note positive

La Bourse de New York a terminé vendredi dans le vert, clôturant sur une note positive un premier trimestre 2023 agité. Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a fini la séance en hausse de 1,74% à 12'221,91 points. L'indice Dow Jones a gagné 1,26% à 33'274,15 points et le S&P 500 1,44% à 4109,31 points. «Les marchés financiers ont continué de se stabiliser cette semaine, les inquiétudes sur le secteur bancaire se dissipant», ont résumé les analystes d'Oxford Economics. Le président Joe Biden avait appelé jeudi à renforcer la surveillance bancaire en rétablissant l'obligation de tests de résistance pour les banques de taille intermédiaire. Les investisseurs ont aussi été encouragés par la modération de l'inflation au mois de février aux États-Unis, à 5% sur un an contre 5,3% le mois précédent, selon l'indice PCE, privilégié par la Réserve fédérale (Fed). Sur un mois seulement, la hausse des prix s'est également ralentie, à 0,3%, légèrement en dessous des attentes des analystes, qui prévoient 0,4%, selon le consensus publié par briefing.com.



## Le Kurdistan d'Irak va reprendre ses exportations de pétrole

Le Kurdistan d'Irak va reprendre «dans deux jours» ses exportations de pétrole vers la Turquie, interrompues depuis samedi dernier, après que Bagdad et Erbil se sont accordés sur la gestion du brut kurde, a-t-on appris samedi de sources gouvernementales. Le dossier du pétrole empoisonne de longue date les relations entre les autorités de Bagdad et celles du Kurdistan d'Irak, région autonome du nord du pays. Les deux entités ont indiqué toutefois avoir trouvé un accord, permettant une reprise «dans deux jours» des exportations de pétrole du Kurdistan d'Irak vers le port turc de Ceyhan, a indiqué un responsable du gouvernement irakien à l'AFP sous le couvert de l'anonymat. Un responsable kurde irakien a confirmé cette information à l'AFP, tout en souhaitant conserver l'anonymat.

## Inflation au Pakistan : du jamais-vu en 50 ans

L'inflation au Pakistan a atteint en mars un nouveau record d'inflation, à 35,37% sur un an, du jamais-vu en 50 ans. Le gouvernement s'efforce de remplir les conditions du FMI pour débloquer un plan de sauvetage crucial. L'inflation mensuelle était de 3,72%, selon les données du gouvernement publiées samedi. Le taux d'inflation moyen pour l'année écoulée était lui de 27,26%. Des années de mauvaise gestion financière et d'instabilité politique ont poussé l'économie pakistanaise au bord de l'effondrement, une situation exacerbée par une crise énergétique mondiale et des inondations dévastatrices qui ont laissé un tiers du pays sous l'eau l'année dernière. Les Pakistanais pauvres subissent de plein fouet la crise économique. Au moins 20 personnes ont été tuées depuis le début du Ramadan au cours de bousculades provoquées lors de la distribution de nourriture. «Au vu de la hausse de l'inflation, je pense qu'une situation de famine couve», a déclaré Shahida Wizarat, une analyste basée à Karachi.

## Sursis pour le ticket de caisse, un «repère» pour les consommateurs français

La fin de l'impression systématique en France des tickets de caisse, initialement prévue à partir du 1er janvier mais repoussée à deux reprises, interviendra finalement le 1er août, selon un décret publié samedi au Journal officiel. Cette mesure, prise au nom de l'écologie, devait intervenir en dernier lieu le 1er avril. Mais fin mars, le gouvernement, invoquant le contexte inflationniste, avait de nouveau repoussé l'échéance, sans avancer immédiatement une nouvelle date pour son entrée en vigueur. «C'est un report, cela ne remet pas du tout en question le bien-fondé de cette mesure de bon sens, qui sera appliquée. C'est juste qu'il faut qu'on soit pragmatique, qu'on s'adapte au contexte», avait indiqué dimanche dernier le cabinet d'Olivia Grégoire, ministre déléguée au Commerce. «Quand vous avez une inflation à 15% dans les rayons, que le ticket de caisse est un repère pour beaucoup de Français, il nous semblait important de garder ce repère» le temps de «passer le pic inflationniste», avait-on ajouté de même source.

Sélection AFP &amp; REUTERS





## INVESTIR EN ZONE UEMOA



| EMETTEUR                 | MALI                       | TOGO                       |
|--------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Date                     | 05/04/2023                 | 07/04/2023                 |
| Instrument               | BAT 364J - OAT 3A - OAT 5A | BAT 182J - OAT 3A - OAT 5A |
| Montant (en Mds de FCFA) | 35                         | 30                         |
| Taux d'intérêt           | Multiples - 5,90% - 6,20%  | Multiples - 5,70% - 6,00%  |

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : [www.umoatitres.org](http://www.umoatitres.org)

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Une question d'argent vous tracasse ? Ne laissez pas la peur de manquer envahir votre château intérieur. Ayez moins de besoins et des envies plus modestes. "Réduis tes désirs et tu augmenteras ta santé" (proverbe espagnol).

**Taureau** Sous l'impulsion de Mars mal aspecté, vous éprouverez une envie pratiquement irrésistible de dépenser votre argent. Afin de prévenir une catastrophe, arrangez-vous pour vous mettre dans l'impossibilité de bourse délier : pas d'argent liquide sur vous, chèquiers et cartes de crédit mis sous clé, etc. ; ou tâchez d'acheter utile, même si ce mot vous fait frissonner d'horreur.

**Gémeaux** Si vous n'avez pas fait preuve jusqu'ici de sagesse en matière d'argent, Saturne ajoutera aujourd'hui la goutte qui fera déborder le vase : vous connaîtrez des contraintes financières très pénibles. Vous possédez peut-être quelques biens, mais vous manquez cruellement de liquidités, et vous vous trouverez complètement bloqué face à certaines échéances.

**Cancer** Excellente journée, qui peut vous valoir quelques succès sur le plan financier. Les efforts que vous avez jusqu'ici fournis s'avéreront payants. Songez à récompenser ceux qui vous ont apporté leur aide.

**Lion** La journée sera très instable pour tout ce qui se rapporte à vos finances. Il vous faudra être extrêmement prudent. Les mouvements de fonds, de capitaux, les emprunts ou les prêts devront être étudiés très sérieusement, de préférence avec l'aide de spécialistes.

**Vierge** Vous allez entrer dans une période favorable sur le plan financier. Pluton va vous faire bénéficier de son soutien, protégeant vos investissements et vous aidant à améliorer vos revenus.

**Balance** La chance vous sourira cette fois. Il s'agira probablement mais pas nécessairement d'une bonne rentrée d'argent ; ce pourra être quelque chose d'autre d'également très agréable. Profitez-en à fond en vous disant que cela ne peut arriver tous les jours. "Il faut gouverner la Fortune comme la santé : en jouir quand elle est bonne, prendre patience quand elle est mauvaise" (La Rochefoucauld).

**Scorpion** Sur le plan pécuniaire, vous aurez intérêt à élaborer une stratégie à moyen terme. C'est elle qui vous permettra d'obtenir les meilleurs résultats. Si vous voulez effectuer une importante transaction immobilière, prenez toutes les précautions nécessaires.

**Sagittaire** Cette fois, la moindre erreur en matière financière risque de vous coûter fort cher. Il sera impératif de vous imposer une certaine discipline. Ainsi, évitez de vous endetter ou de vivre au-dessus de vos moyens. Quant aux dépenses somptuaires, elles seront à bannir totalement. Ce programme n'a rien d'enthousiasmant, mais ce sera le seul moyen d'échapper à de gros soucis d'argent.

**Capricorne** Pleins feux sur votre situation matérielle ! Les influences planétaires vous seront très favorables, et vous pourrez faire fructifier habilement vos ressources. Les placements à court terme seront les plus lucratifs.

**Verseau** Uranus en cet aspect risque de provoquer des contretemps imprévus sur le plan financier. Comme toujours lorsque Uranus est en jeu, il est difficile de prévoir ce qui peut se passer, car cette planète est le maître des surprises et des imprévus. Un seul conseil : restez attentif et prêt à réagir sans attendre au moindre événement perturbant.

**Poissons** Côté finances, la présente configuration astrale vous procurera chance et protection ainsi qu'aisance matérielle. Mais il vaudra mieux vous abstenir de spéculer ou de jouer car la chance pure n'est pas évidente. Vous n'aurez pourtant aucun mal à finir votre mois en beauté, et peut-être un héritage ou une donation vous aidera-t-il à résoudre un problème immédiat.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : [contact@leconomistedutogo.tg](mailto:contact@leconomistedutogo.tg)  
Site web : [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



**COFEB**  
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION  
ET D'ETUDES BANCAIRES



## APPEL A CANDIDATURES POUR LE CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB LA BCEAO ACCORDE 40 BOURSES

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation du Centre est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales.

Le COFEB accueille également des agents des banques centrales

africaines, dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

Le Centre accepte toutefois, à titre exceptionnel, des dossiers de candidats privés provenant des secteurs de l'économie et de la finance, de Centres de recherches, de Bureaux d'études installés dans l'UEMOA et qui remplissent les mêmes conditions.

Soucieux d'offrir une formation de qualité conforme aux normes et standards internationaux, le COFEB a mis en place un programme sanctionné par le Diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire. Il comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au Siège de la BCEAO à Dakar et quatre (4) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

### CONDITIONS D'ELIGIBILITE

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- être un agent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un Etat membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être titulaire d'une maîtrise ou d'un Master I ou II en sciences juridiques ou politiques, économiques ou en gestion, d'un diplôme d'ingénieur statisticien-économiste, d'un diplôme de niveau BAC+4 en sciences juridiques ou politiques, économiques ou de gestion admis en équivalence de la maîtrise et reconnu par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) en sciences juridiques et politiques, économiques ou de gestion ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Les candidats doivent, en outre, passer un **test de niveau** visant à évaluer leurs connaissances de base et garantir un bon suivi des enseignements. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Economie.

### FINANCEMENT DE LA FORMATION

Les frais de la formation sont pris en charge par la BCEAO qui, en plus, accorde des bourses d'études aux cinq (5) premiers candidats de chaque Etat membre de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation par leur organisme d'origine ou par d'autres structures.

### DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les soumissions de candidature se font en ligne en accédant au lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature>

Les pièces suivantes, constitutives du dossier de candidature, doivent être jointes au formulaire de candidature en ligne (scannées) :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une attestation de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que la lettre d'engagement de l'employeur, sont téléchargeables sur le site internet du COFEB à l'adresse suivante : [\(https://cofeb.bceao.int/\)](https://cofeb.bceao.int/), onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

### LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 28 AVRIL 2023.

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Le COFEB, peut demander à tout moment aux candidats pré-sélectionnés de fournir les originaux des pièces citées ci-dessus, afin de vérifier leur authenticité.

**LES CANDIDATURES FÉMININES SONT FORTEMENT ENCOURAGÉES.** Des points de bonus leurs sont accordés lors de l'attribution des bourses afin de favoriser leur représentation.

**Pour tout renseignement complémentaire, les personnes intéressées sont invitées à consulter le site internet du COFEB ou s'adresser :**

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des Etats de l'UEMOA ;
- au COFEB :
  - par téléphone : (+221) 33 839 05 00 ;
  - par courrier électronique aux adresses : [courrier.zdepfor@bceao.int](mailto:courrier.zdepfor@bceao.int) ; [formation-cofeb@bceao.int](mailto:formation-cofeb@bceao.int) ;
  - par courrier ordinaire : à l'attention de Monsieur le Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation (DEPFOR) BP 3108 Dakar – Sénégal.

<https://cofeb.bceao.int>

**Commune d'Agoè-Nyivé 1****Deux projets ambitieux présentés aux investisseurs**

Vendredi 31 mars 2023, les premiers responsables de la commune d'Agoè-Nyivé 1 ont rencontré Monsieur MANSOUR MUHAMMAD, PDG de AREN Group et représentant de la Société Royale d'Abu Dhabi sur invitation du maire Kovi Adanbounou.

Au cours de cette rencontre, l'exécutif de commune a présenté deux projets ambitieux aux investisseurs. Après la validation du Plan de Développement Communal (PDC) d'Agoè-Nyivé 1, l'exécutif ne cesse de multiplier des initiatives en vue de mobiliser les partenaires autour des grands projets de cette commune qui ambitionne de devenir une « Smart CITY ». En présence du maire Kovi Adanbounou, le deuxième Adjoint au maire, Limaziè Peyebinesso, le troisième adjoint au maire, Gontran Yaguiwata, la secrétaire générale de commune, Dotche Guede, Ourna Gnanta, conseiller du maire et les chefs de divisions, les projets de la commune ont été présentés aux partenaires. Il s'agit du projet de construction du marché moderne d'Agoè Assiyéyé et le projet de construction



du centre d'affaires de la commune d'Agoè-Nyivé 1. En effet, le marché moderne d'Agoè Assiyéyé 1, est un marché de trois niveaux qui sera construit sur un espace de trente-six mille huit cent mètres carrés et comportera des boutiques, des hangars, des kiosques, des espaces de produits artisanaux Etc... Le Centre d'Affaires d'Agoè-Nyivé 1, est un complexe sur une surface de dix-sept mille cinq cent

mètres carrés composé d'un immeuble hôtel de soixante chambres de niveau quatre étoile avec un auditorium et salles de conférences, d'un immeuble de bureaux et de coworking, d'un espace de fêtes et de loisirs, d'une piscine et aires de jeux et d'un espace commun. A la fin des présentations, monsieur MANSOUR MUHAMMAD et sa délégation ont exprimé une totale satisfaction et leur volonté d'investir au regard de la qualité des projets présentés. Ils ont ensuite demandé à la commune d'Agoè-Nyivé 1 d'accélérer les différentes études. Notons que le DG de la société Togo Invest, Mr Eku Mivedor et le DG de Saige groupe, Mme ABIRANGAO Sahadatou ont pris part à cette rencontre.

Avec [leneutre.info](http://leneutre.info)

**Premier League****Leicester se sépare de Brendan Rodgers**

Avant-dernier du classement de Premier League, Leicester est dans une situation compliquée pour aller chercher le maintien dans l'élite cette saison. Dans un communiqué publié ce dimanche après-midi, quelques heures après la défaite sur la pelouse de Crystal Palace (1-2), les Foxes ont annoncé un « accord mutuel avec Brendan Rodgers, qui quittera le club après quatre années passées à la tête de l'équipe première masculine. »

Un choix compliqué mais contraint pour la direction du club, qui doit donc se séparer de son entraîneur écossais, qui a enchaîné sept rencontres sans la moindre victoire toutes compétitions confondues. « Les réalisations de l'équipe sous la direction de Brendan parlent d'elles-mêmes - nous avons vécu certains de nos plus beaux moments de football sous sa direction et nous lui serons toujours reconnaissants, ainsi qu'à son équipe, pour les sommets qu'ils nous ont aidés à atteindre sur le terrain. Cependant, les performances et les résultats de la saison en cours ont



été inférieurs à nos attentes communes. Nous étions convaincus que la continuité et la stabilité seraient la clé pour redresser la barre, en particulier compte tenu de nos réalisations précédentes sous la direction de Brendan. Malheureusement, l'amélioration souhaitée ne s'est pas

produite et, à dix journées de la fin de la saison, le conseil d'administration est contraint de prendre des mesures alternatives pour protéger notre statut en Premier League», a ensuite ajouté le président du LCFC, Aiyawatt Srivaddhanaprabha.

Avec [footmercato.net](http://footmercato.net)

**Schéma national d'aménagement du territoire****Un atelier régional de diagnostics techniques et participatifs à Dapaong**

Un atelier régional de diagnostics techniques et participatifs pour l'élaboration du Schéma national d'aménagement du territoire du Togo (SNAT) a démarré, le vendredi 31 mars dans la région des Savanes.

Cet atelier régional de deux jours organisés par le ministère de la Planification du développement et de la Coopération entend amener les acteurs de développement à contribuer à l'établissement du rapport bilan diagnostic du schéma national d'aménagement du territoire du Togo. Il s'agit aussi de permettre aux participants de s'approprier le rapport d'orientation méthodologique de ce schéma, de collecter les données dans le cadre du rapport diagnostic. Le SNAT répond aux nouveaux enjeux de l'urbanisation, de compétitivité des territoires et d'intégration régionale dans le processus de développement durable. Ce processus matérialise davantage la nouvelle ère de l'aménagement du territoire au Togo. Dans une communication présentée par le directeur de l'orientation spatiale du territoire du ministère de la Planification, Dr. Demakou Yendoubé, il ressort que l'aménagement



du territoire est un acte de souveraineté, une action pour restructurer un espace donné en exploitant les atouts et en limitant les contraintes et les gaspillages de l'espace et des ressources. Selon Dr. Demakou, le SNAT est un outil technique et stratégique qui sert de cadre de référence spatiale pour accompagner les grandes dynamiques impulsées sur l'ensemble du territoire national en termes de transition agricole, numérique, logistique, environnementale, éducative et médicale. Il prend en compte les principales aspirations des populations pour une amé-

lioration de leurs conditions de vie et d'existence. Au premier jour des travaux, les participants ont suivi une présentation du contexte de la planification stratégique suivi du rappel des étapes du processus de planification stratégique, la présentation de l'approche et de la méthode de travail. L'atelier a permis aussi de plancher sur le diagnostic stratégique de la région, le cadre stratégique de la région et l'identification des tendances actuelles. Ces thématiques ont été suivies des travaux de groupes.

Avec [ATOP/BBG/AJA](http://ATOP/BBG/AJA)

**Ogou/ 6eme édition du FESNAD****Le groupe Seneva de Haho vainqueur de la régionale des Plateaux-est**

Le groupe de danse traditionnelle Seneva de la préfecture de Haho a remporté la phase régionale du Festival National des Danses traditionnelles (FESNAD) pour le compte des Plateaux-Est le vendredi 31 mars à Atakpamé.

Cette compétition est organisée par le ministère en charge de la culture et du tourisme à travers la direction de la promotion des arts et culture (DPAC) en collaboration avec le Conseil de l'Entente et l'ONG International Youth Fellowship (IYF). La 6e édition est placée sous le thème : « Résilience de la tradition face aux défis des sociétés modernes ». Elle s'inscrit dans le cadre des festivités de la commémoration du 63ème anniversaire de l'accession du Togo à la souveraineté internationale. Au total, sept groupes de danse folklorique ont pris part à la compétition. Il s'agit d'Asafo (Akébou 2), de Seneva (Haho 1), de Guelede (Est-Mono 2), de Takaï (Anié 1), de Gbeko (Amou 1), de Sakpata (Moyen-Mono 2) et d'Oyekotan (Ogou 2). Les groupes ont, chacun, eu droit à dix minutes de prestations sous le regard d'un jury de trois membres, présidé par le directeur régional des Sports et Loisirs des Plateaux, Magni Djendé. Ils ont été notés sur cinq critères spécifiques et techniques, notamment l'occupation de la scène, l'authenticité, l'esthétique



d'ensemble, le costume et la gestion du temps. A l'issue d'une heure et demie de suspense, c'est le groupe Seneva de la commune Haho 1 qui a été déclaré premier par le jury. Il a totalisé 50,50 points sur 60. Il représentera donc la zone des Plateaux-Est à la soirée apothéose du festival le 26 avril prochain au Palais des congrès de Lomé. Le directeur de la promotion des Arts et Culture, Aziati Vinyo s'est réjoui de la réussite de l'organisation et souligné que ce festival a un caractère essentiellement festif. Pour lui, le FESNAD constitue un cadre pour promouvoir et vanter le savoir-faire et les traits identitaires culturels propres à chaque peuple en vue de favoriser leur pérennisation pour les générations futures. Il a félicité tous les groupes participants pour la qualité des prestations et le fair-play dont ils ont fait montre. M. Aziati Vinyo a,

par la même occasion, exhorté tous les acteurs et organisations culturelles à contribuer et œuvrer davantage pour le rayonnement de la culture togolaise qui constitue de nos jours une source de richesses et pourvoyeuse d'emplois, un moyen de lutte contre le chômage des jeunes. Le secrétaire général de la préfecture de l'Ogou, Kondo Kpapou, a exprimé sa reconnaissance au gouvernement pour cette initiative qui vise à insuffler une nouvelle dynamique à la culture togolaise. La manifestation s'est déroulée en présence des autorités locales, des chefs de service, des chefs traditionnels, des responsables des organisations culturelles et touristiques, des acteurs et promoteurs culturels, des touristes ainsi que les spectateurs qui ont apprécié le savoir-faire et les valeurs ancestrales locales.

Avec [ATOP/KKT/TD](http://ATOP/KKT/TD)

FONI 2023

SPONSOR OFFICIEL  
**AFRIK**  
CRÉANCES  
LE LEADER DE L' INTERMÉDIATION2<sup>ème</sup> ÉDITIONFORUM INTERNATIONAL  
DE L'INTERMÉDIATION,  
DU NUMÉRIQUE ET DE  
L'INNOVATION*Thème*« L'intermédiation et les innovations  
technologiques dans les dynamiques  
de l'inclusion financière »02 > 05  
MAI 2023HÔTEL  
02 FÉVRIER,  
LOMÉ - TOGO

 (228) 93 03 36 36  
 (228) 97 67 30 30  
 (228) 22 20 38 41

[support@foni.africa](mailto:support@foni.africa)  
[www.foni.africa](http://www.foni.africa)  
   FoniAfrica

LE PLUS GRAND HUB FINANCIER EN AFRIQUE DE L'OUEST